

M. FRASER: Vides. Que le ministre ouvre cette enveloppe. Il n'y trouvera rien.

M. KNOWLES: Consignez-là au hansard.

Le très hon. M. ILSLEY: L'enveloppe est vide.

M. FRASER: Je suis heureux que le ministre n'y ait rien trouvé. Quelqu'un a soufflé qu'elle pourrait bien contenir un billet de dix dollars, mais pas de veine.

J'aurais d'autres exemples de gaspillage à citer à la Chambre, mais le temps me manque. Je mentionne le ministère des Affaires des anciens combattants. Le ministre (M. MacKenzie) qui le dirige s'intéresse beaucoup à ces questions. Peut-être la faute est-elle imputable au ministère des Travaux publics. De toute façon, le ministre me dira-t-il, plus tard, combien il en a coûté au Gouvernement de démolir une aile de l'immeuble central au nouvel hôpital de Sunnybrook pour y installer un ascenseur oublié dans la rédaction des plans? Cette question ressortit peut-être au ministère des Travaux publics. Pourquoi a-t-on posé des cadres de fenêtre en bois vert dans le même immeuble, au lieu de les faire sécher au four? Il a fallu leur ajouter des bandes pour les assujettir. J'ignore s'il faut en blâmer le ministère des Affaires des anciens combattants ou celui des Travaux publics.

Tous les membres du cabinet n'ont sans doute pas vérifié leurs crédits pour l'année courante. S'ils l'ont fait, il faudrait les reviser, puisque quatre ministères seulement accusent une diminution. Tous les autres réclament une augmentation.

Le directeur général des élections demande un crédit moindre parce qu'il ne se tiendra probablement pas d'élection cette année. Le ministre des Pêcheries, qui n'occupe pas son siège en ce moment, est un nouveau venu au cabinet et ne semble pas avoir acquis l'esprit de prodigalité qui anime ses collègues. Peut-être a-t-il vu tant de poissons en sa qualité de ministre des Pêcheries qu'il se refuse à traiter les contribuables en poissons au sens qu'on donne à ce terme chez nous. Le crédit affecté aux archives publiques est réduit de \$3,000. Un poste ordinaire du ministère de la Reconstruction et des approvisionnements accuse une diminution tandis qu'un autre est majoré de plus de 207 millions de dollars. Les autres services dont les crédits sont augmentés sont les suivants:

	Augmentation
Santé publique et bien-être social.	\$63,221,407
Travaux publics	14,710,826
Agriculture	2,213,744
Commission du service civil	63,000
Affaires extérieures	751,482
Finances	93,557,460
Justice	365,383
Mines et ressources	4,856,623
Revenu national	2,758,866

[Le très hon. M. Ilsley.]

Ce dernier ministère perçoit les impôts et cette année il réclame 26 millions aux fins de l'administration.

	Augmentation
Conseil privé	\$ 223,725
Royale Gendarmerie à cheval du Canada	3,895,216

Qu'est-ce qui motive cette augmentation du crédit destiné à la Royale Gendarmerie à cheval du Canada?

	Augmentation
Secrétariat d'Etat	\$128,580

Le secrétaire d'Etat (M. Martin) sait qu'il ne s'agit pas de menue monnaie mais d'argent que les contribuables ont gagné, à la sueur de leur front.

	Augmentation
Commerce	\$ 3,174,393
Transports	4,370,000
Affaires des anciens combattants..	13,039,949

L'hon. M. MACKENZIE: L'honorable député s'oppose-t-il à cette augmentation des crédits du ministère des Affaires des anciens combattants?

M. FRASER: C'est le seul ministère qui devrait accuser un accroissement. Le ministre allait-il prendre la parole?

L'hon. M. MACKENZIE: Je demandais si l'honorable député était opposé à cette augmentation?

M. FRASER: Non, et si le ministre pouvait jeter un coup d'œil sur mes notes, il verrait que j'ai écrit ce qui suit: "C'est le seul ministère qui devrait accuser une augmentation."

Il n'y a qu'environ trois des ministres actuels du cabinet qui savent réellement comment réduire les impôts, car la plupart y ont été nommés durant la guerre et ils ne savent que dépenser. Ils devraient prendre quelques leçons d'économie. Le Canada ne compte que 12 millions d'âmes et, cependant, nous avons des budgets de 3 milliards. L'Australie, d'après le *News Summary* australien du 27 juin 1946, réduit l'impôt sur le revenu cette année de 37 millions de livres sterling (soit \$120,290,000) ainsi que les impôts indirects, pour porter le total des dégrèvements à un peu plus de 40 millions de livres sterling, soit 130 millions de dollars.

A maintes reprises au cours de la présente et de la dernière sessions, les membres du cabinet ont pris la parole pour se vanter d'avoir empêché la hausse des prix. Chaque fois que je les entends se vanter ainsi, je me rappelle une anecdote que j'ai entendue il y a quelque temps. Une femme parcourait les magasins lorsque à une devanture, elle voit une pancarte portant ces mots: "Bananes, 7 c. la livre." Elle entre dans la boutique, demande cinq livres de bananes. Le marchand lui dit: "Je suis désolé, madame, mais nous n'avons pas de